



Où en sont les négociations salariales à l'ONERA ?

Le gouvernement (via Bercy, via la tutelle, via le secrétaire général) annonce une **augmentation de la masse salariale de l'ONERA de 4,5 M€**, soit une augmentation de **4,1%** (dont ~1% d'effet de report qui seront amputés sur les augmentations de 2024).

Proposition de la Direction (14/09/23) sur la répartition des 4,1% :

- AG = 2,3% avec effet rétroactif au 1er juin 2023 (effet report), plancher à 90 € et plafond à 172 €
- Augmentation prime semestrielle : plafond +4.1%=188 € et plancher +4,5%=90 € (salaires<2000 €)
- AI = 3% pour les jeunes embauchés (ancienneté<5 ans, âge<35 ans), = 2% pour les autres
- Doctorants et post-doctorants : revalorisation salaire de 90 € (équivalent à une AG ~3,5%)
- Minimas pour calcul prime ancienneté : +1,35%
- Extension du dispositif « forfait mobilité durable » au covoiturage, possibilité de faire rembourser des gants de vélo « si » réfléchissants... mais arrêt de la prise en charge des transports en commun à 75% !

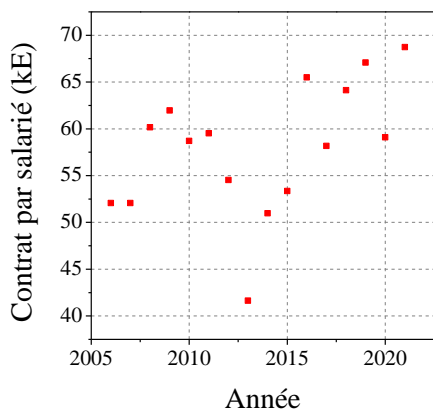
A titre indicatif, **l'inflation est de 5,9% en 2022**, et les salariés du CEA et du CNES obtiennent **au moins 5%** et **5,4%** (4,2+1,2 % de prime de partage de la valeur). Pourtant, les clients de l'ONERA sont satisfaits du travail que **nous avons tous fourni**, et la Direction nous félicite régulièrement des résultats scientifiques et de la hausse constante des prises de commandes. **Alors pourquoi accepter moins** que ces autres EPIC ?

Ce que la CGT revendique :

L'exigence minimale est de maintenir le pouvoir d'achat des salariés, en **compensant l'inflation** (5.9% en 2022). Par ailleurs nous revendiquons des augmentations annuelles permettant de doubler le salaire réel sur la durée d'une carrière de 40 ans, c'est-à-dire **+1.75%/an**. Ainsi les salaires **doivent augmenter de 7.65% en 2023**, soit +8,4 M€ de masse salariale.

Après 5 mois de silence éloquent de la part de la tutelle sur nos négociations salariales, la Direction est pressée de passer en force, quitte à présenter un PV de désaccord. De notre côté, **nous refusons de bâcler la négociation**, quitte à ne recevoir les augmentations qu'en décembre (comme en 2002).

Pour nos 295 doctorants en CDD, nous revendiquons toujours la **prise en charge des frais de scolarité**. La Direction n'en fait pas une priorité, alors que le coût de cette mesure n'est que de 0,12 M€. **Soutenez sur ce sujet les doctorants**, en signant leur **pétition relayée par la CGT** (voir <https://onera.reference-syndicale.fr/2023/09/18/18-sept-2023-soutenez-les-doctorants-de-lonera/> ou le lien direct ici : <https://bit.ly/3PrYvcL>).



Les salariés font les efforts... et la Direction ?

La Direction dit reconnaître la qualité de notre travail et notre implication. Or l'augmentation du financement sur contrat (voir figure ci-contre), associée au manque d'effectif (notamment techniciens et administratifs) font peser une pression croissante : recherche de financements, dispersion entre les tâches, etc. Les collègues disent ainsi ne plus avoir le temps de bien faire leur travail. Comme par ailleurs les temps de repos sont attaqués, les jeunes sont de plus en plus nombreux à quitter l'ONERA: pourquoi y rester si le même travail est mieux payé dans le privé (+25 à 30% en moyenne) ?

Le triste bilan de la Direction :

- Quasiment tous les salariés de l'ONERA voient leur pouvoir d'achat diminuer par rapport à leurs prédécesseurs : voir <http://bit.ly/3ZA3BbH>
- Le nombre de démissions atteint un record (46 en 2022 contre 19 en 2021)
- La suppression de notre 6^{ème} semaine des congés de Noël n'est considérée par personne comme un facteur d'attractivité à l'ONERA
- Dilution des forces syndicales par la multiplication de négociations ni urgentes, ni obligatoires (nouvelle convention collective, forfait jour)

Le rôle des salariés :

La CGT considère que vous consulter *d'abord* est essentiel : **c'est pourquoi nous allons proposer la tenue d'assemblées générales du personnel** dans les différents centres. Il est important de venir nombreux à ces AG afin d'afficher notre union et notre motivation, et dégager un consensus sur les modalités d'actions.

Le financement de nos revendications est possible : il s'agit de répartir de manière juste la richesse produite dans le pays par les salariés. En réalité, la situation de l'ONERA n'est qu'une déclinaison du démantèlement des organismes publics à l'œuvre (santé, enseignement, recherche...) par les politiques libérales qui dévalorisent le travail au profit du capital.

Nos revendications ne seront acceptées que si la mobilisation est massive et unitaire. Notre force, c'est vous et votre engagement, même minime : participez aux initiatives et rejoignez la CGT !

Quelques références utiles :

INSEE : <https://www.youtube.com/playlist?list=PLLfRO44HULrkP8OSpE4VG-HngmxGUJ0IS>

UGICT-CGT : <https://ugictcgt.fr/echelle-mobile-des-salaires/>

CGT : <https://youtu.be/jeE2coTRk4w> et <https://www.cgt.fr/barometre-eco-2022>

CGT-ONERA :

23 juin 2023 : Salaires 2023 <https://bit.ly/3OSveaR>

29 mars 2022 : Inflation et Salaires <https://onera.reference-syndicale.fr/2022/03/29/29-mars-2022-inflation-et-salaires/>

2 sept 2020 : Travailler plus...<https://onera.reference-syndicale.fr/2020/09/02/nao-2020-travailler-plus-pour-gagner-plus/>

Je soutien la pétition des doctorants de l'ONERA, ici : <https://bit.ly/3PrYvcL>

PETITION DES DOCTORANTS DE L'ONERA :

Les doctorants doivent s'inscrire auprès d'une école doctorale pour pouvoir mener leur recherche et obtenir le diplôme de docteur. Cette inscription s'accompagne de frais annuels élevés.

Nous demandons la prise en charge de ces frais par l'ONERA afin d'améliorer la reconnaissance professionnelle des doctorants et d'aider à conserver leur niveau de vie en période d'inflation.

Les doctorants sont des travailleurs de la recherche et contribuent pleinement à la vie scientifique de leurs unités et départements. Leurs travaux sont valorisés dans des publications reconnues. Tout cela conduit à une innovation et une expertise de l'ONERA qui nourrit les contrats passés ensuite avec des industriels. La formation doctorale est une expérience professionnelle qui bénéficie autant aux futurs docteurs qu'à l'ONERA. À ce titre les doctorants ne devraient pas avoir à payer pour travailler à la production de connaissances.

Par ailleurs, le remboursement des frais d'inscription permettrait, en complément d'augmentations générales des salaires, de compenser la diminution du niveau de vie des doctorants à cause de l'inflation actuelle.

De plus, sur le principe de l'égalité de traitement entre les salariés en CDI à l'ONERA qui voient leurs frais de scolarité pris en charge sur simple demande de remboursement, nous demandons le même traitement que ces salariés. Les CDD, dont font partie les doctorants que nous sommes, doivent être traités sur un pied d'égalité avec les CDI.

Enfin, cette prise en charge, améliorerait notablement l'attractivité de l'ONERA à l'extérieur, ce qui représente un avantage pour l'image de l'ONERA que nous défendons également.

Pour toutes ces raisons nous demandons le remboursement des frais d'inscription en doctorats par l'ONERA.